

## FDSEA du Gers et JA 32, face aux candidats des législatives

Des échanges fructueux se sont déroulés sereinement



FDSEA du Gers et JA 32, face aux candidats des législatives

Ce sont 6 candidats sur 15 dont Jean-René Cazeneuve, Pascal Levieux, Jean-Luc Yelma pour la 1ère circonscription et Martine Arnaud, Barbara Neto, et David Taupiac pour la 2ème circonscription qui ont répondu à l'invitation de la FDSEA du Gers et des JA 32 pour échanger sur le monde agricole d'aujourd'hui et de demain. Un rendez-vous qui a eu lieu le mardi 25 juin en matinée à la ferme de Laurent et Julien Barbat à Biran.

Il s'agissait pour les candidats d'approuver la charte des 8 engagements qui leur a été adressée laquelle porte essentiellement sur la défense d'une politique pour la souveraineté agricole et alimentaire en France et dans l'Union européenne, la poursuite de la réforme de l'installation et de la transmission, permettre un revenu digne, d'engager une utilisation durable de l'eau, de développer de nouvelles ressources et faciliter la création d'ouvrages de stockage de l'eau, sécuriser les acquis obtenus pendant les mobilisations de l'hiver dernier, planifier l'agriculture de demain, impulser une réforme des politiques foncières agricole pour « préserver nos terres et leur accès aux jeunes », et développer les énergies renouvelables.

Chrono en main, Stéphane Zanchetta, pour 10 minutes donna la parole à chacun des candidats aux législatives. **Pascal Levieux** (Nouveau Front Populaire) était le premier à ouvrir son discours lequel porta en particulier sur la nécessité sur le développement du bio dans les cantines scolaires, de mettre fin à certains accords, (Mercosur, Ceta), et l'application et du revenu minimum aux agriculteurs. **Barbara Neto** (Les Républicains (LR)) s'est particulièrement engagée sur la transmission « familiale car il en va de sauvegarder l'agriculture et son territoire » et elle n'évita pas l'enjeu important sur la ressource en eau. Pour **Martine Arnaud** (Reconquête) il s'agit d'aller droit au but en affirmant que « la politique européenne agricole ne va pas toujours dans les intérêts de la France mais plutôt les lobbies et les très grandes exploitations, ce n'est pas pour défendre les petites exploitations ». Quant à **Jean-Luc Yelma** (Rassemblement National) celui-ci s'oppose aux traités de libre-échange « une concurrence déloyale, il faut revenir dessus », à l'interdiction des produits phytosanitaires tant qu'il n'y aura pas des produits de remplacement efficaces, propose « un plan manger français » avec 80% de produits français dans les cantines scolaires. **David Taupiac** (DVG) celui-ci veut imposer les clauses miroirs afin de respecter les mêmes normes de production sur le plan sanitaire, social et environnemental concernant les biens agricoles qu'elles échangent, regrette que les marges ne profitent pas à l'agriculteur pour cela il convient d'appliquer les lois Egalim et de baisser les standards des normes, et la nécessité d'atténuer les effets du changement climatique, pour s'adapter aux changements déjà engagés et à venir. **Jean-René Cazeneuve** (Ensemble) s'oppose à la fermeture des frontières « si c'est le cas les autres le feront aussi, que feront alors nos agriculteurs si on exporte pas nos vins, l'armagnac, le foie gras, le pop corn pour Nataïis, etc. ». Quant au phytosanitaire il ne sera pas question de l'interdire tant qu'une solution de remplacement ne soit trouvée. Enfin, Jean-René Cazeneuve tient à rappeler que l'État par des aides financières (30 millions d'euros) a soutenu les agriculteurs lors des différentes crises, grippe aviaire, MHE, mildiou...



P1840727.JPG